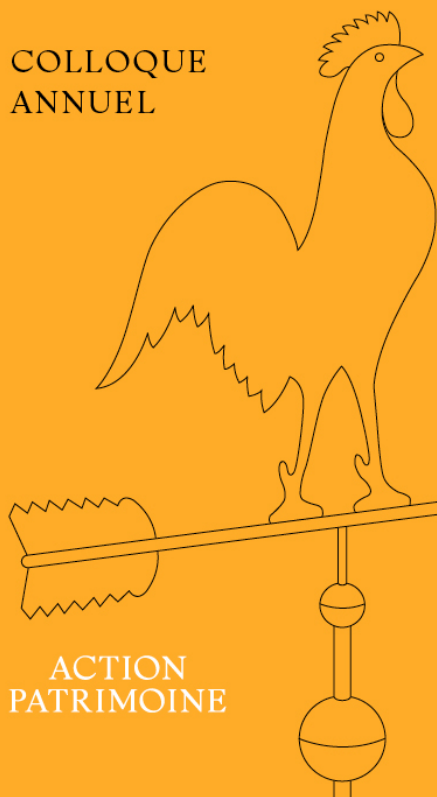


COLLOQUE
ANNUEL

PATRIMOINE AGRICOLE

S'ENRACINER DANS LE TERRITOIRE



ACTION
PATRIMOINE

JEUDI 10 OCTOBRE 2024
MOULIN MICHEL, BÉCANCOUR

Introduction

Chaque année, Action patrimoine propose aux professionnels et acteurs du milieu de se retrouver pour réfléchir et échanger sur la préservation du patrimoine bâti et des paysages culturels du Québec.

Cet automne, le colloque *Patrimoine agricole, s'enraciner dans le territoire* aura lieu le 10 octobre au Moulin Michel à Bécancour pour parler des défis auxquels font face le patrimoine et les paysages agricoles du Québec. En présence d'une diversité d'acteurs, nous aborderons les responsabilités partagées afin de mettre en valeur et de mieux comprendre le potentiel du patrimoine agricole. Réfléchissons collectivement à sa protection !

Pour l'occasion, nous aborderons les thèmes suivants :

- Relever les défis
- Valoriser pour mieux protéger
- Protéger collectivement le bâti et les paysages agricoles
- Autour d'un projet rassembleur

En attendant de vous accueillir le 10 octobre au Moulin Michel, nous vous proposons de découvrir les intervenants et le sujet de leur présentation !

Audrée Wilhelmy, auteure et artiste multidisciplinaire — Conférencier d'ouverture

Audrée Wilhelmy est une auteure et artiste multidisciplinaire originaire de Cap-Rouge, à Québec. Elle a notamment publié aux éditions Leméac, Grasset & Fasquelle et Alto, en plus d'être nommée et récipiendaire de plusieurs prix littéraires prestigieux.

Elle habite une maison ancienne datant du 18^e siècle dans un secteur rural et tend vers un mode de vie inspiré des méthodes ancestrales, que ce soit par les vêtements qu'elle porte ou par les techniques de création artistique qu'elle utilise.

Depuis l'automne 2023, Audrée Wilhelmy collabore au magazine *Continuité* à titre de porte-parole, et rédige une chronique créative dans chaque numéro.

Martin Dubois, consultant en patrimoine et architecture et président de Patri-Arch

Martin Dubois est titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en architecture de l'Université Laval. Depuis près de 28 ans, il est président de la firme Patri-Arch pour laquelle il réalise des rapports d'études et d'évaluations patrimoniales. Il a notamment dirigé les inventaires du patrimoine bâti agricole des MRC de Coaticook, de Charlevoix, de Charlevoix-Est, de L'Île-d'Orléans, de Lotbinière et de L'Islet en plus d'avoir rédigé des guides de bonnes pratiques en la matière. Au fil des années, Martin Dubois s'est taillé une réputation enviable auprès des acteurs du milieu du patrimoine, notamment par son implication dans des organismes, des activités d'enseignement et la publication de nombreux articles et ouvrages sur le patrimoine architectural.

L'inventaire du patrimoine bâti agricole : défis et perspectives

Les bâtiments formant le patrimoine agricole, souvent qualifié de « petits patrimoines », sont à la fois nombreux et diversifiés, témoins de pratiques révolues et producteurs de paysage. Issus de traditions, d'influences culturelles et d'innovations agricoles diverses, ces bâtiments sont aussi largement méconnus et en péril. Ils sont notamment menacés par l'évolution des pratiques agricoles, le déficit d'entretien dû à la perte d'usage, l'urbanisation, un cadre législatif inadapté et la quasi-absence d'outils pour assurer leur préservation. Par ailleurs, le portrait de la situation du patrimoine bâti agricole est incomplet au Québec et aucune statistique sur le nombre de bâtiments n'est disponible.

Depuis l'adoption du projet de Loi 69, les MRC doivent obligatoirement adopter un inventaire du patrimoine bâti, qui comprend le patrimoine agricole, et les défis sont gigantesques. Si certaines MRC québécoises ont déjà réalisé un inventaire de leur patrimoine bâti agricole ou produit des guides de bonnes pratiques, cette connaissance demeure fragmentaire et les efforts de préservation sont uniquement basés sur la sensibilisation. Dans ce contexte où les ressources sont limitées, est-il réaliste de compléter un inventaire exhaustif et inclusif de ce patrimoine d'ici avril

2026 ? Vaudrait-il mieux concentrer davantage les efforts sur certains bâtiments distinctifs sur le territoire, représentatifs de spécificités locales ou de typologies plus rares, ou qui participent activement aux paysages culturels ? Cela demande réflexion.

Dominique Martel, conseillère en patrimoine, ministère de la Culture et des Communications et Cédric Lapointe, coordonnateur, L'Usine à histoire(s)

Dominique Martel, conseillère en patrimoine, responsable des inventaires municipaux et de la nouvelle méthode d'inventaire à la Direction des politiques et de l'évaluation patrimoniale du ministère de la Culture et des Communications, en collaboration avec Cédric Lapointe, coordonnateur en patrimoine bâti de L'Usine à histoire(s).

Guide des types architecturaux du patrimoine agricole bâti du Québec

Dans le contexte où le patrimoine agricole bâti est face à plusieurs défis, le ministère de la Culture et des Communications s'apprête à diffuser un guide sur les types architecturaux spécifiques aux bâtiments agricoles. Cette publication qui s'inscrit dans une volonté de participer au développement des connaissances de ce patrimoine moins documenté et à la valorisation de celui-ci permettra également de contribuer à une meilleure compréhension des types architecturaux, notamment avec la présentation d'exemples concrets pour les différentes catégories de bâtiments agricoles décrites dans ce guide. Celui-ci est un outil d'accompagnement et de référence pour la réalisation d'inventaire en patrimoine agricole et il s'adresse particulièrement aux municipalités régionales de comté (MRC) et municipalités qui réalisent des inventaires du patrimoine immobilier situé sur leur territoire.

Développé en collaboration avec L'Usine à histoire(s), le guide présente un éventail de bâtiments agricoles détaillé au sein de fiches d'analyse où l'on y retrouve des informations sur la fonction d'origine, la datation approximative du début de la construction de ce bâtiment agricole, le contexte de développement, les éléments architecturaux récurrents, de même que des types architecturaux et des spécificités locales, s'il y a lieu. En plus de proposer plusieurs types architecturaux présents encore aujourd'hui dans les paysages ruraux québécois, ce guide offre également différentes clés d'analyse et d'identification qui contribuent à la réflexion sur l'évolution de l'architecture agricole.

Gaëlle Janvier, conseillère en aménagement, Union des producteurs agricoles

Gaëlle Janvier possède un profil interdisciplinaire combinant des études en design, économie sociale et gestion de projet. Son travail de maîtrise explorait de façon transversale le trinôme patrimoine-tourisme-développement dans le cadre de la réhabilitation des centres historiques au Honduras. Forte de plus de 15 ans d'expérience dans le développement de systèmes alimentaires territoriaux, elle s'est spécialisée dans l'accompagnement d'institutions, de municipalités et de

réseaux professionnels pour la mise en œuvre de programmes structurants, tant au Québec qu'à l'international. Aujourd'hui, elle soutient les priorités des producteurs agricoles québécois à l'UPA, notamment en promouvant un aménagement éclairé du territoire agricole, axé sur la protection des terres et le développement des activités agricoles.

Réalité agricole et Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles

Le territoire agricole constitue une ressource limitée et non renouvelable essentielle à l'autonomie alimentaire des populations et au développement du secteur bioalimentaire. C'est dans un contexte de pertes accélérées de territoire agricole que *la Loi sur la protection du territoire agricole* a été adoptée en 1978 pour assurer la pérennité d'une base territoriale pour la pratique de l'agriculture. Cette loi d'ordre public reconnaît la mission partagée par toute la société de garantir pour les générations futures un territoire propice à l'exercice et au développement des activités agricoles. Les raisons qui ont poussé l'adoption de cette loi sont toujours aussi pertinentes. Une multitude de nouveaux défis contemporains dont la crise climatique et l'insécurité alimentaire dans le monde nécessitent le maintien, voire le renforcement de cette protection.

Chaque jour, les producteurs et productrices agricoles accomplissent une mission fondamentale pour notre société : nourrir la population du Québec. Ils portent également sur leurs épaules de nombreuses responsabilités collectives la protection des milieux naturels, de la biodiversité et du patrimoine. Dans un contexte socio-économique difficile, la réponse aux attentes ou impératifs sociaux additionnelle est un défi de taille. Cependant, les producteurs sont engagés dans leur communauté et sensibles à la protection de leur patrimoine.

Pierre-Gabriel Gosselin, enseignant en histoire et ancien agent de protection et de mise en valeur du patrimoine, MRC de L'Érable

Pierre-Gabriel Gosselin a agi comme agent de protection et de mise en valeur du patrimoine bâti (ADPI) à la MRC de L'Érable pendant plus de deux ans. Depuis peu, M. Gosselin a rejoint l'équipe du Cégep de Thetford où il enseigne l'histoire. Ayant plusieurs projets de recherche à son actif, il se spécialise en histoire régionale, insistant sur l'acquisition de nouvelles connaissances comme outils de valorisation (Centre-du-Québec, de Chaudière-Appalaches, de Lévis-Lotbinière et Cantons-de-l'Est). Ces dernières recherches portent sur la valeur unique de la MRC de L'Érable et de la région des Bois-Francs dans l'histoire québécoise, Pierre-Gabriel espère redéfinir l'importance historique de sa région natale, le patrimoine bâti constituant une preuve tangible de la grandeur oubliée de ces cantons effervescents aux XIX^e et XX^e siècles.

Réticence ou méconnaissance ? La conservation du patrimoine agricole en milieu rural

Cette communication propose une réflexion approfondie sur les enjeux de conservation et de valorisation du patrimoine agricole, en mettant l'accent sur les défis spécifiques rencontrés en milieu rural. Ce faisant, nous vous proposons d'explorer les particularités de la MRC de L'Érable, au Centre-du-Québec, en évoquant le rôle prépondérant de la fierté régionale dans le cadre de la conservation du patrimoine agricole. Dans cette région, le patrimoine bâti et le patrimoine agricole ne font qu'un. Développé autour de ses rangs et de ses villages, le territoire est lié à un passé agraire évident. L'intervenant désire mettre en lumière l'apport du savoir historique dans la valorisation de ce type de patrimoine.

La première partie de la présentation aborde les obstacles à la valorisation, tels que les ressources limitées des centres d'archives, le peu d'ouvrages historiques expliquant le manque de connaissance de l'histoire régionale. Par conséquent, les propriétaires, souvent issus d'une longue lignée d'agriculteurs, sont souvent les plus renseignés sur le rôle et les héritages laissés par leur famille dans l'histoire locale.

La deuxième partie explore le rôle crucial de la fierté régionale dans la préservation du patrimoine bâti, modèle de mise en valeur privilégié dans la MRC de L'Érable. L'accent est mis sur l'acquisition de connaissances et la participation citoyenne comme leviers essentiels pour susciter cet attachement au patrimoine agricole.

Enfin, la dernière partie examine le rôle des élus municipaux et des agents en développement du patrimoine immobilier dans la conservation du patrimoine bâti. Des pistes de collaboration sont proposées pour renforcer l'engagement envers la préservation du patrimoine. Cette présentation promet une réflexion enrichissante, offrant des perspectives simples, mais concrètes, pour préserver et valoriser le patrimoine bâti en milieu rural.

Joëlle Perron-Oddo, coordonnatrice recherche et mise en valeur (patrimoine), Ville de Laval

Joëlle Perron-Oddo est coordonnatrice de la recherche et de la mise en valeur (patrimoine) à la Régie patrimoine au Service de la culture, des loisirs, du sport et du développement social de la Ville de Laval. Œuvrant dans le milieu culturel et patrimonial depuis 8 ans, elle s'occupe, au sein d'une équipe multidisciplinaire (histoire de l'art, urbanisme, muséologie, archéologie et histoire), du développement des connaissances historiques sur Laval et des actions de diffusion et de médiation mise sur pied pour favoriser le rayonnement et l'appropriation par les citoyens du patrimoine lavallois sous toutes ses formes.

Le patrimoine agricole de Laval : un héritage surprenant sans cesse renouvelé

Techniques de couches chaudes pour gagner la course aux primeurs printanières, kiosques maraîchers, granges-étables et maisons rurales centenaires ponctuant l'horizon, fermes nourricières au couvent, à l'école ou au pénitencier... Laval est l'héritière d'un patrimoine agricole parfois insoupçonné. Autrefois surnommée « le jardin de Montréal », l'Île Jésus, dont les 14 municipalités fusionnées deviendront la Ville de Laval en 1965, profite en effet d'une riche tradition d'exploitation de la terre. Encore aujourd'hui, elle est l'une des rares villes québécoises où la vie urbaine côtoie de près une zone agricole permanente, qui occupe 30 % de son territoire.

En 2023, la Ville de Laval a réalisé une vaste étude historique et patrimoniale pour mieux connaître, protéger et mettre en valeur cet aspect de son identité. À partir de cette étude, la Régie patrimoine de la Ville de Laval pourra créer une panoplie d'outils de diffusion et de médiation destinés au public (circuits patrimoniaux, jeu d'association, articles, etc.). D'ailleurs, le futur centre d'interprétation du patrimoine de Laval, dont l'exposition permanente traitera notamment de l'histoire de l'agriculture sur l'Île Jésus, sera inauguré dans une ancienne maison rurale datant de 1820 où a vécu André-Benjamin-Papineau.

Léah Fay Hayes, responsable du site patrimonial de l'Île-d'Orléans, MRC de L'Île-d'Orléans

Léah Fay Hayes œuvre au sein de la MRC de L'Île-d'Orléans depuis cinq ans en tant que responsable du site patrimonial de l'Île-d'Orléans. Ses formations universitaires en architecture et en aménagement du territoire, de même que son expérience comme enseignante en Techniques d'aménagement et d'urbanisme, lui donnent un regard pragmatique et sensible sur les enjeux liés à la préservation du patrimoine en milieu agricole.

La créativité orléanaise pour surmonter la contrainte

L'Île d'Orléans, dont près de 95 % du territoire est à vocation agricole, est un site patrimonial déclaré et protégé depuis 1970. Ses six municipalités allient la proximité à la Ville de Québec au charme de la campagne et elles sont reconnues autant pour leur agrotourisme que pour la qualité de leurs paysages.

De ces particularités découlent toutefois des enjeux au niveau de la préservation du patrimoine bâti agricole sur l'entièreté du territoire. Les contraintes liées au zonage, à l'évolution des pratiques agricoles et au financement sont autant de préoccupations dont les propriétaires et acteurs municipaux doivent tenir compte.

Afin de les surmonter, il faut les transformer en source d'inspiration. Mais, pour y arriver, il faut commencer par trouver une utilité — contemporaine ou ancrée dans la tradition — à ces immeubles

anciens. La contrainte étant un moteur pour l'innovation, certains propriétaires et entreprises agricoles de l'Île d'Orléans ont su faire preuve de créativité afin de relever ces défis d'envergure.

Louis-Philippe Rousselle-Brosseau, architecte paysagiste, Les Topographes | Paysage, ruralité & patrimoine

Louis-Philippe Rousselle-Brosseau est architecte paysagiste de profession et a suivi des formations de deuxième cycle en sciences du paysage et en aménagement du territoire. Après 13 ans durant lesquelles il a étudié, travaillé en recherche et en design et, entre autres, cofondé et codirigé la coopérative Les Mille Lieux, Louis-Philippe a décidé de retourner vivre à la campagne et de se consacrer à la question qui le passionne : la ruralité. Haut-Richelain d'origine et nouvellement Portneuvois, il a choisi d'installer son nouveau bureau, Les Topographes, au cœur du village de Saint-Marc-des-Carières afin de participer au dynamisme local. Au cours de sa douzaine d'années à pratiquer le grand paysage, Louis-Philippe a dirigé de nombreux projets d'atlas et de caractérisation des paysages.

Le patrimoine insoupçonné

Cette présentation explore la persistance des traces agricoles dans des zones d'exception, notamment sur les îles de Verchères et de Sorel, où la toponymie agraire témoigne de l'appropriation du territoire agricole au fil des générations.

Sur le terrain, les projets de caractérisation amènent le professionnel à identifier des patrimoines perçus comme banals par les clients et les résidents comme la cartographie des Farmsteads dans le Pontiac, l'identification de granges doubles au lac Saint-Pierre, les imposants séchoirs à maïs dans la MRC des Maskoutains, ainsi que les systèmes bocagers de haies et murets de pierre en Montérégie et dans les Laurentides. Ce travail de caractérisation permet de mettre de l'avant ces patrimoines agricoles régionaux pour les préserver.

De plus, nous nous intéressons au patrimoine lié à des gestes quotidiens et à des traditions qui tendent à se perdre, comme les granges peintes de la Vallée-du-Richelieu ou les chemins et chalands sur les archipels du Saint-Laurent, qui enrichissent notre compréhension de ces territoires.

Pascal Létourneau, architecte associé principal, DFS

Pascal Létourneau dirige l'équipe en patrimoine de la firme DFS depuis 2016. Il est reconnu pour son expertise technique basée sur sa collaboration avec un grand nombre de spécialistes, notamment des artisans et des conservateurs couvrant la maçonnerie patrimoniale, les boiseries historiques, vitraux, fenêtres, couvertures métalliques, etc.

Son expertise en conservation patrimoniale a permis à DFS de se voir confier un grand nombre de mandats, dont certains des bâtiments patrimoniaux les plus emblématiques du Canada. Parmi les projets les plus prestigieux de Pascal, nous retrouvons la réhabilitation de l'Édifice du Centre du Parlement du Canada à Ottawa, projet en cours pour lequel il dirige une équipe d'environ 25 personnes en patrimoine ainsi que la réhabilitation du Manège militaire des Voltigeurs de Québec pour lequel il a également été l'architecte responsable de la conservation.

La sauvegarde des fumoirs de l'Île Verte

À ce jour, seulement 4 salines et 12 fumoirs patrimoniaux subsistent à l'Île Verte dont quelques-uns sont centenaires. La valeur patrimoniale de ces fumoirs réside dans le savoir-faire traditionnel des verdoyants qui s'est transmis de génération en génération et les fumoirs en sont le témoin et la matérialisation concrète. Ces fumoirs représentent un témoignage historique important ainsi qu'un héritage culturel unique de la pêche à la fascine et le fumage du poisson. Si certains fumoirs ont été restaurés récemment, les plus significatifs sont dans un état de détérioration avancée. Le mandat de DFS consistait à dresser le portrait complet des conditions des fumoirs à poisson traditionnels de l'Île Verte et poser les bases d'une réflexion sur leur valeur patrimoniale et proposer des pistes de solutions pour leur sauvegarde. La réflexion sera élargie aux conditions des granges patrimoniales au Québec et la question difficile de leur sauvegarde.

DFS a offert ses services pro bono pour ce mandat octroyé par la Corporation des Propriétaires de l'Île pour la Conservation de l'Île Verte (CPICIV).

Antoine Gauthier, directeur général, Conseil québécois du patrimoine vivant (CQPV)

Guy Bessette, vice-président, Association des moulins du Québec (AMQ)

Antoine Gauthier est directeur général du Conseil québécois du patrimoine vivant (CPVQ) depuis 2009. Au sein de cet organisme de regroupement national, il a mené plusieurs projets, consultations, colloques, formations et publications. À titre d'expert en patrimoine culturel immatériel et de spécialiste de la Convention de l'UNESCO de 2003, il est régulièrement amené à donner des conférences et fait partie de l'Organe d'évaluation chargé d'évaluer les demandes d'inscription sur les listes de l'UNESCO. Il a précédemment œuvré au sein de l'Organisation des villes du patrimoine mondial, de la Chaire UNESCO en patrimoine culturel de l'Université Laval, du Secrétariat d'organisation du 12e Sommet de la Francophonie et de la Fédération internationale des auberges de jeunesse.

Guy Besset a été responsable de la culture et du patrimoine de Repentigny durant 35 ans, il a eu la responsabilité de la sauvegarde, la restauration et l'animation du moulin Grenier. Cette expérience l'a amené à faire beaucoup de recherches sur les moulins puis à s'impliquer dans la fondation de l'Association des moulins du Québec (AMQ), dont il est le vice-président.

Impliqué dans de nombreux organismes, autant sur le plan municipal, régional et national, l'histoire et le patrimoine sont au cœur de sa vie professionnelle. Retraité depuis 2011, Guy se consacre depuis à des recherches sur les moulins, tant leurs origines dans le monde que leur implantation et déploiement au Québec.

Mettre l'épeautre à la roue : former une relève en meunerie artisanale

Devant l'urgent besoin de relève, en 2023, le CQPV a relevé un défi de taille, celui de mettre sur pied et d'offrir la première formation professionnelle en meunerie traditionnelle de l'histoire. Ainsi, 25 apprentis meuniers et apprenties meunières, de 10 régions du Québec, ont complété cette formation (hybride) de 45 heures par le biais d'une équipe d'une vingtaine de formatrices et formateurs. La formation en meunerie artisanale représente un projet inédit de documentation et d'organisation des connaissances associées au patrimoine artisanal et technique de la meunerie artisanale au Québec. Elle se révèle par ailleurs exemplaire par la collaboration de l'ensemble des moulins artisanaux à farine qui en a découlé et qui a permis de créer une force de cohésion dans le domaine. Elle se révèle également exemplaire dans la visibilité qu'elle a permis de donner à un métier artisanal encore trop méconnu. Cette présentation permettra de réfléchir à l'importance des traditions culturelles et à son apport au développement durable, à la cohésion sociale et à l'économie de proximité.